

Immigration : un débat confus et mal étayé

Publié: 15 septembre 2025, 16:39 CEST

Auteur

1.



directrice de recherches sur les migrations internationales, Sciences Po

Grand remplacement, migrants qui coûtent cher au pays d'accueil, théories de l'« appel d'air », efficacité des frontières fermées... Les stéréotypes sur l'immigration alimentent un débat confus et souvent mal étayé. L'autrice d'Idées reçues sur les migrations (Le Cavalier bleu, avril 2025) les passe en revue.

Dans son *Dictionnaire des idées reçues*, Gustave Flaubert dénonçait les conventions, les préjugés, les formules toutes faites, ce que l'on appellerait aujourd'hui les stéréotypes. Sur l'immigration, ces idées reçues sont nombreuses, à droite et à l'extrême droite, mais aussi à gauche : elles alimentent un débat politique peu soucieux de la réalité, et encore moins des données scientifiques. Examinons les plus courantes.

Le « grand remplacement »

La plus médiatisée des idées reçues sur les migrations est sans doute celle du « grand remplacement », un thème déjà exprimé dès le début du XX^e siècle par des nationalistes comme Maurras. La thèse du « choc des civilisations » de Samuel Huntington (1996) remet cette idée au goût du jour en décrivant un monde où l'islam aurait pris la place de l'ancien ennemi soviétique pour l'Occident, et où l'identité deviendrait un enjeu essentiel.

En France, le Club de l'Horloge, organe de réflexion de l'extrême droite, a, depuis le milieu des années 1980, développé l'idée que la conquête de l'Europe par l'islam serait une menace, face à laquelle il faudrait opérer une « reconquista ». Le même Club de l'Horloge a commis en 1985 un ouvrage, *Être français, cela se mérite*, fustigeant « les Français de papier » voire les « Français malgré eux », et plaidant déjà pour l'abolition du droit du sol.

Le thème du grand remplacement est aussi issu d'un contresens sur un scénario démographique calculé par le responsable du Département de la population et de la mortalité des Nations unies Joseph Grinblat, en 2000. Dans ses conclusions, Grinblat estime que :

« *En Europe, dans un contexte de faible fécondité conduisant à une diminution et à un vieillissement rapide de la population, l'immigration pourrait être, dans certains cas, une solution, au moins partielle, au déclin de la population totale et de la population d'âge actif.* »

Au constat démographique, et aux angoisses liées à un « changement de peuple et de civilisation » en faveur de l'islam sur le sol européen, introduites notamment par l'écrivain Renaud Camus, s'ajoute l'idée, reprise à l'extrême droite, d'un complot fomenté par les « élites mondialisées » et les institutions internationales. Les partisans de cette thèse projettent un désir de revanche sur l'Occident chez les nouveaux arrivants, supposément fondé sur leurs passés de colonisés ou d'esclaves.

François Héran rappelle que « la France n'a jamais été en première ligne tout au long de la crise migratoire » de l'accueil des Syriens ou des Ukrainiens, que le métissage est la tendance générale en France ou dans tous les pays avec une immigration, et que l'on observe une convergence des comportements démographiques des immigrés et des nationaux sur le plan des naissances au fil du temps.

L'Afrique et sa démographie « galopante »

Le thème a été développé par le journaliste [Stephen Smith](#) qui part d'un constat multiple : la démographie de l'Afrique subsaharienne n'est pas encore entrée dans l'ère de la transition démographique ; le continent africain va ainsi atteindre deux puis trois milliards d'habitants entre 2050 et la fin du XXI^e siècle. Par ailleurs, la moitié de la population de ce continent a moins de 20 ans dans sa partie subsaharienne. Cette population jeune, de plus en plus active sur les réseaux sociaux, est mise en relation avec un ailleurs l'orientant vers un imaginaire migratoire.



Lampedusa, Agrigento, Italie, 15 septembre 2023, où plusieurs milliers personnes sont arrivées sur l'île en quelques jours. [Alec Tassi](#)

Pourtant, les comportements démographiques de familles avec un grand nombre d'enfants, y compris africaines, sont amenés à changer. Aucune région de monde ne fait, en effet, exception à la tendance mondiale à la diminution des naissances, comme l'analysent les démographes [Gilles Pison](#) et [Youssef Courbage](#).

D'autre part, le lien entre croissance de la population et migration vers l'Europe reste à démontrer : la moitié des Africains en migrations se dirigent vers d'autres espaces de leur continent, une autre partie se dirige vers le Golfe arabo-persique, une autre encore vers les États-Unis ou la Chine. L'idée que les Africains (et les autres migrants) viendraient chercher en Europe un État-providence développé n'est pas démontrée, car ce ne sont pas les pays qui offrent le plus de prestations sociales qui attirent le plus, mais ceux qui proposent un imaginaire de réussite ou une proximité linguistique avec les personnes migrantes, à l'image des États-Unis ou du [Royaume-Uni](#).

« L'immigration est coûteuse et remplace les travailleurs locaux »

Les analyses économiques montrent que le marché du travail national est très segmenté et que les migrants sont rarement en situation de concurrence avec les nationaux. Ceux-ci bénéficient de surcroît de certains emplois protégés, réservés aux nationaux ou aux citoyens européens (notamment dans la fonction publique et dans certaines professions régies par les ordres professionnels).

Les derniers venus occupent ainsi les métiers pénibles, dangereux, sales, mal payés, soumis aux intempéries ou travaux périodiques, surtout s'ils sont en situation irrégulière. Même en temps de crise, le marché du travail n'atteint pas le niveau de flexibilité qui amènerait les nationaux à occuper les emplois des migrants. Restent, par ailleurs, des métiers, qualifiés et non qualifiés, non pourvus par les nationaux comme dans le cas des médecins de campagne, des métiers spécialisés de la construction, de la maintenance informatique, de l'hôtellerie, de la garde des personnes âgées et des jeunes enfants, ou encore de l'agriculture.

Les immigrés contribuent également à accroître le nombre des actifs dans l'ensemble de la population : il y a parmi eux moins de très jeunes et de retraités. Arrivant dans leur pays d'accueil à l'âge adulte, ils ne lui ont ainsi rien coûté quant à leur éducation et leur formation jusqu'à l'âge de leur majorité. Une partie d'entre eux repart, par ailleurs, au pays à l'âge de la retraite, ce qui diminue fortement le coût de leur grand âge.

Si les personnes immigrées reçoivent des prestations sociales, elles versent aussi des impôts, directs et indirects. Une fois passés les effets de court terme de la migration, liés à l'adaptation et à la langue, les nouveaux entrants stimulent l'activité économique et créent à leur tour de nouvelles activités, élargissant à la fois le marché de l'emploi et celui de la consommation. Dans l'ensemble, la hausse des recettes publiques liée à l'arrivée des immigrés est plus importante que celle des dépenses publiques.

Enfin, il est bon de rappeler que les flux migratoires vers la France sont principalement constitués d'étudiants, suivis par les demandeurs d'asile, les personnes bénéficiant du regroupement familial et, enfin seulement, les travailleurs. C'est également le cas pour l'Europe.

« Générosité » du système social français et « appel d'air »

En France, les étrangers sont davantage représentés parmi les bénéficiaires de la protection sociale (RMI, RSA, allocations familiales, aide médicale d'État [AME], aide au logement) que les nationaux. Ils sont en revanche moins souvent bénéficiaires des allocations d'assurance maladie et d'assurance vieillesse. Leurs retraites sont, par ailleurs, souvent plus modestes en raison de parcours professionnels plus courts et moins linéaires que les nationaux.

Le débat sur l'aide médicale d'État, destinée à offrir des soins d'urgence aux sans-papiers, a eu le mérite de mettre en évidence l'importance sanitaire de cette mesure, qu'il n'est pas sans risque pour la santé publique de supprimer. Le montant de cette dernière n'a, d'autre part, progressé que très modérément depuis quinze ans, en proportion du nombre des demandeurs (de 800 000 à un milliard d'euros).

Une fois ces chiffres donnés, l'attrait des prestations sociales, médicales et des services publics est-il décisif pour les migrants ? Ceux-ci sont souvent relativement jeunes et ne viennent ni pour la sécurité sociale ni pour la retraite, mais pour travailler ou pour fuir la guerre et l'absence d'espoir qui minent leurs pays, comme le montrent toutes les enquêtes de terrain. La plupart d'entre eux acceptent plus volontiers des métiers déqualifiés sans lien avec leur formation

initiale pour gagner plus rapidement de l'argent, rembourser leur voyage et envoyer des fonds à leurs familles.

L'histoire a déjà donné tort aux responsables politiques qui persistent à croire que plus on accueille mal les migrants, moins ceux-ci choisissent de se rendre en un lieu donné. **Malgré les conditions de vie dramatiques des occupants de la « jungle » de Calais – démantelée en 2016 – et des autres campements sur la côte du Pas-de-Calais, ces lieux restent attractifs en raison de leur proximité avec le Royaume-Uni.**

Selon Josep Borrell, ancien responsable de la politique étrangère de l'Union européenne, la crainte de l'« effet d'appel » est infondée « car ce ne sont pas les conditions d'arrivée, souvent mauvaises qui attirent – le facteur *pull* –, mais la situation dans les pays de départ – le facteur *push* ».

Stopper l'immigration en fermant les frontières

Les frontières sont de retour, transformant la Méditerranée en un vaste cimetière. Un rapport de l'Organisation internationale des migrations (OIM) donne 50 000 morts à l'échelle mondiale, dont 25 000 en Méditerranée lors de tentatives de traversées depuis les années 1990, et 2 000 à 3 000 morts par an ces dernières années. Ces derniers chiffres seraient par ailleurs sous-estimés en raison des noyés non retrouvés.

Face au phénomène migratoire, l'Union européenne a mis la priorité sur le contrôle de ses frontières extérieures : **le budget de l'agence Frontex** est passé de 6 millions d'euros en 2004 à près d'un milliard annuel aujourd'hui. Les politiques de retour et de reconduction à la frontière mobilisent, en outre, des pratiques aux confins du respect des droits, tout en étant peu efficaces comme le montre le rapport annuel de la défenseure des droits.

L'aide publique au développement, parfois dépeinte en alternative aux politiques répressives, n'a jamais empêché les migrations. Elle a surtout pour but d'offrir une contrepartie à l'acceptation des politiques de reconduction dans les pays d'émigration. Face à ces politiques de plus de trente ans d'âge et sans résultats réels, l'Union européenne développe, depuis les années 1990, des partenariats d'externalisation de ses frontières. Ceux-ci conditionnent les actions financées à la réadmission de ressortissants, comme on le voit avec l'ensemble des pays du pourtour sud-méditerranéen et au-delà, en Afrique subsaharienne, par exemple au Niger.

Cependant, l'Europe a toujours besoin de migrations et cherche à s'attirer les compétences et les talents du monde entier à travers l'accueil d'étudiants étrangers et plusieurs programmes d'attraction des talents. De plus, elle ne peut pas renier les engagements internationaux qu'elle a signés sur les réfugiés, sur le droit de vivre en famille et sur les droits des mineurs.

Face à ces besoins et à ces obligations, la guerre aux migrants fait davantage figure de recette électoraliste que de véritable politique s'appuyant sur la réalité des données.

Cet article est rédigé dans le cadre du Festival des sciences sociales et des arts d'Aix-Marseille Université. L'édition 2025 « Science & croyances » se tient du 16 au 20 septembre. Catherine Wihtol de Wenden participe, le mardi 16 septembre, à une table ronde autour de

son ouvrage Idées reçues sur les migrations, publié dans la collection « Idées reçues », aux éditions du Cavalier bleu, 2025.